

Compagnie des jeunes Canadiens. Peu importe ce qu'elle fait, elle est apparemment inattaquable. Sans aucun doute, elle doit avoir une fonction occulte qui dépasse celle que définit son mandat. Quel est le motif de l'immunité mystérieuse dont jouit cet organisme tout à fait inutile? Pourquoi est-ce dangereux de vouloir le réglementer? Pourquoi est-ce une vache sacrée?

De plus en plus, les politiques établies à Ottawa font du Canada une non-nation. Les Américains nous prennent gentiment à l'écart et nous disent de quelle région du Nord canadien ils veulent s'emparer. Ils présentent des rapports disant que les Canadiens veulent vendre de l'eau aux États-Unis. Rien de plus faux. Aucun Canadien sérieux ne s'est prononcé en faveur de la vente d'une seule goutte d'eau aux États-Unis. La solution à l'égard de l'Arctique canadien est simple. L'Arctique canadien appartient au Canada. Que notre gouvernement en informe le plus rapidement possible les États-Unis. C'est ce qu'il a de mieux à faire. L'Arctique canadien est autant territoire du Canada, qu'il s'agisse de terre, de glace ou d'eau, que le port de New York est territoire américain. Les États-Unis peuvent autant prétendre aux eaux du territoire canadien de l'Arctique qu'aux eaux territoriales de l'Arctique soviétique, et je ne les vois pas bien afficher là-bas de telles prétentions. Il doit y avoir une raison. Il vaudrait mieux que quelqu'un signale aux autorités américaines à Washington—et, semble-t-il, notre gouvernement est incapable de le faire—que le territoire des États-Unis finit à la frontière du Canada et ne rejoint pas les îles de l'Arctique après un bond de sautemouton. Le Canada doit affirmer sa présence dans l'Arctique, en doublant immédiatement le nombre des bases militaires canadiennes à cet endroit. La chose ne devrait pas être difficile. Il n'y en a que deux pour le moment.

Le gouvernement est resté absolument inerte, sans rien faire, alors que les États-Unis interdisaient l'accès aux importations canadiennes de pétrole dans leur pays. Le pétrole est un des enjeux les plus considérables dans la politique de puissance internationale. C'est le pétrole qui est la raison d'être de la présence de la Russie soviétique au Moyen-Orient. La Russie ne s'intéresse pas le moins du monde à ce que justice soit rendue aux Arabes; c'est le pétrole arabe qui l'attire. Le pétrole et le gaz naturel sont la raison d'être de l'intérêt manifesté par les États-Unis dans l'Arctique canadien. Il n'y a pas d'autre raison. Au moment même où les Américains comptent sur notre assistance pour se rendre dans l'Arctique, ils ferment la porte au pétrole canadien. Même le gouvernement

actuel devrait être capable de comprendre cela et de trouver un argument convaincant pour que les États-Unis adoptent une nouvelle politique pétrolière. Les États-Unis sont passés maîtres dans l'art de tuer la poule aux œufs d'or.

Je ne m'étendrai pas sur le budget à l'étude, car toutes ces réflexions ont paru au hansard lorsque le ministre a présenté celui de l'an dernier. Quiconque veut connaître notre réaction au budget n'a qu'à se procurer le hansard et à lire les commentaires concernant le budget précédent. Rien n'est changé. C'est toujours le même budget. Tout ce qu'il y a de nouveau, c'est que la situation a quelque peu empiré, voilà tout. L'inflation, la pauvreté, les dépenses inconsidérées se sont aggravées, tandis que le développement national a diminué. A part cela, la situation reste la même.

Je tiens à poser deux questions au ministre des Finances. Dans le Livre blanc, on préconise la hausse des exemptions. Pourquoi alors le ministre n'a-t-il pas profité de son budget pour les hausser? Pourquoi, en outre, puisqu'il prédit des excédents sensibles, n'a-t-il pas jugé opportun de soulager les Canadiens en réduisant l'impôt sur le revenu? Les Canadiens ont droit à un allègement fiscal. Compte tenu du fait qu'à l'heure actuelle les Canadiens sont surtaxés, surchargés et mal servis, on pourrait demander de quel droit le ministre garde ce surplus pour lui? Il aurait pu le répercuter sous forme d'allègement fiscal, du moins pour les Canadiens à revenu modique.

Il est temps que le gouvernement fédéral réduise ses dépenses et que le contribuable surtaxé soit soulagé. Le cultivateur de l'Ouest, dont le revenu a été réduit de 23 p. 100 depuis 18 mois, surtout à cause de l'incompétence du gouvernement et de son manque de politique définie, a droit à un allègement des impôts. Une des choses les plus troublantes chez le gouvernement c'est qu'il semble ne pas tenir compte de tout ce qui n'est pas soigneusement signalé dans le rapport d'un groupe d'étude ou dans un Livre blanc gouvernemental. Je signale au cabinet que le monde n'est pas fait de groupes de travail et de livres blancs. Nous vivons dans un univers réel, aux problèmes réels. Pourtant, il est manifeste que le gouvernement ne voit pas ces problèmes.

Nous recevons tous les jours des États-Unis, et surtout de la région de New York, des rapports tragiques sur le taux élevé de mortalité chez les enfants à la suite de l'emploi de stupéfiants. Il y a deux ans, nous recevions de la même région des rapports semblables au sujet de l'extension croissante de l'usage de la marijuana. Il ne viendra à l'esprit d'aucune